



Relevé de décisions

BOURSE
DU
TRAVAIL

1976

COMITÉ GÉNÉRAL

24 & 25 novembre 2025

Rapport d'introduction aux débats - Stéphane OBÉ - Secrétaire Général

Chères et chers camarades,

Durant ces 2 jours nous tiendrons un moment important à plus d'un titre.

Parce qu'un Comité Général prend des décisions pour avancer dans la mise en œuvre de nos orientations votées en congrès, et ce dans une actualité de plus en plus forte et inédite.

Il doit ainsi nous permettre de continuer de débattre et d'avancer collectivement pour que notre CGT soit l'outil à mettre dans toutes les mains des travailleuses et travailleurs désirant un monde permettant de vivre dignement.

Celles et ceux qui rejoignent la CGT le savent, dans un système capitaliste de plus en plus régi par l'intérêt de quelques-uns, et ce au détriment du plus grand nombre, ce monde-là, il nous faut l'imposer.

Imposer la paix, la justice sociale, fiscale et environnementale que le capital refuse pour maintenir sa domination, nous oblige depuis 130 ans, nous les travailleuses et travailleurs à continuellement devoir affûter notre CGT dans une lutte de classe nécessaire face à l'exploitation humaine. Il nous faut le marteler. Les richesses ce sont les travailleuses et travailleurs qui les créent. Ce n'est pas l'argent, pas le capital, pas la finance. Ces richesses, leurs utilisations, c'est à nous qu'il devrait revenir d'en disposer. Le système capitaliste nous le refuse et sa force permet de maintenir cette injustice profonde.

Gagner un monde meilleur, vivre dignement nécessite de construire du rapport de force, de l'élever pour défaire une petite minorité concentrant de plus en plus de pouvoirs et refusant de répondre aux urgences qui nous touchent. Et ces urgences explosent.

Notre société est marquée par de profonds bouleversements, les enjeux sociaux et sociétaux sont nombreux et complexes. L'un des défis majeurs concerne les inégalités sociales qui mettent en péril la possibilité de vivre ensemble. Ces inégalités, qui augmentent comme jamais, sont source de souffrances et alimentent la défiance envers les démocraties. L'INSEE vient de publier une nouvelle alerte. **Les riches sont de plus en plus riches, les pauvres de plus en plus pauvres et la colère grandit légitimement.**

La pauvreté marque fortement une partie de notre territoire et démontre, si cela était encore nécessaire, que la richesse ne ruisselle pas. Les taux de pauvreté qui dans les communes de la Métropole sont à moins de 5% atteignent comme dans le Médoc presque 30%. Cette pauvreté touche particulièrement les espaces ruraux girondins pour former une couronne autour de la métropole bordelaise, unique en France.

Cette pauvreté prend racine et se nourrit dans les choix de ceux qui détiennent les outils de production.

Pourtant, bien des richesses sont produites dans le territoire, une en particulier et ô combien reconnue dans le monde entier, le vin. Les travailleuses et travailleurs saisonniers étrangers et sans-papiers font partie de cette grande précarité notamment du fait de l'augmentation de la sous-traitance des travaux viticoles.

S'il y avait une « couronne de la pauvreté » à décerner et à poser sur des têtes du capital, elle ornerait sûrement celles des riches propriétaires du vignoble médocain. Il est à noter que ces têtes ne sont pas uniquement celles de grandes et vieilles familles des domaines. Elles appartiennent aussi à de grands groupes bien connus d'assureurs (AG2R, AXA) mais d'autres comme Dassault, Auchan, Pinault ou Hermès qui s'offrent de grands châteaux pour l'image et pour faire fructifier leur fortune en bénéficiant d'avantages fiscaux et d'aides publiques. La viticulture, est ainsi une question au combien interprofessionnelle.

Le changement climatique représente une autre transformation majeure pour notre société. Ce phénomène n'a pas seulement un impact environnemental, mais aussi des conséquences sociales, sanitaires et économiques graves. Les phénomènes météorologiques extrêmes, les incendies de forêts, les inondations, la montée du niveau de la mer, les épidémies, et la perturbation des cycles agricoles augmentent la vulnérabilité des populations déjà fragilisées. En Gironde récemment nous avons de façon inédite et importante, été touchés notamment par les méga-incendies ou des inondations. Ces phénomènes exacerbent les migrations forcées de populations voulant simplement survivre.

Tout cela fait le lit de l'extrême droite qui veut utiliser les souffrances et la défiance des populations pour prendre totalement le pouvoir et ainsi finir d'asservir les populations pour maintenir un système capitaliste et ultra-libéral. La réélection de Trump en est une illustration. L'Europe est également touchée et la France en mesure de l'être encore plus. Le RN est passé de 8 députés à 89 en 2024. Et de nouveaux sondages le place à 20 points devant tout autre candidat aux présidentielles. Cela nous alerte profondément. Les résultats des législatives de 2024 ne doivent pas être un sursis mais un véritable sursaut syndical et populaire.

Notre monde est de plus en plus violent avec 61 conflits armés recensés : la guerre menée par l'État d'Israël contre le peuple palestinien, l'invasion Russe de l'Ukraine depuis février 2022, s'ajoutent à tous les conflits armés de grandes ampleurs qui se déroulent actuellement au Burkina Faso, en Somalie, au Soudan, au Yémen, au Nigéria, en Syrie et tant d'autres...

Rapport d'introduction aux débats - Stéphane OBÉ - Secrétaire Général

Dans le même temps, nous pouvons nous féliciter d'avoir contribué à ce que la France reconnaisse enfin l'État de Palestine ce 22 septembre, dans le cadre de la 80^{ème} assemblée générale de l'ONU.

Mais l'urgence du respect du droit international est toujours là. Il faut mettre un terme au génocide en cours à Gaza et à la colonisation de la Cisjordanie.

L'État français doit s'associer aux demandes des autres États pour un cessez-le-feu réel et des sanctions économiques prévues par les traités internationaux dont l'Accord d'association UE/Israël.

Il faut de toute urgence permettre une aide humanitaire d'ampleur, le retrait des forces d'occupation israélienne, la libération des otages israéliens détenus à Gaza et des prisonniers politiques palestiniens. La flottille de solidarité internationale et pacifiste à bord de laquelle s'est trouvé Cédric Caubère, représentant de la CGT, ainsi que des représentants des syndicats suisses, belges, espagnols et italiens, se dirigeant vers les côtes palestiniennes ont eu des effets. Tout comme les actions de la CGT des dockers empêchant la livraison d'armes et celle de la CGT Spectacle, demandant l'annulation du concert du Philharmonique d'Israël à Paris. Nos actions militantes sont à poursuivre et amplifier pour continuer à exiger l'arrêt immédiat des massacres et de l'impunité de l'État d'Israël. C'est la raison d'être de l'appel à **manifester à Paris, ce 29 novembre**. Une délégation girondine est prévue.

L'analyse de la situation internationale est essentielle pour nourrir nos débats et actions en local.

Ainsi, à la tribune des Nations Unies, Trump durant son discours d'une heure, qui a commencé par menacer de licenciement les techniciens de l'ONU, a continué en martelant mensonges, inepties contre la science notamment concernant le climat, intimidations et appels à ce que la partie la plus aisée de l'humanité rejette celle la plus pauvre.

Il a aussi déclaré la guerre au modèle démocratique et social européen en appelant au vote de l'extrême droite. Les médias en ont encore fait leurs éditos ou Une de presse, tétanisés par l'offensive de « l'ami » Etats-Uniens.

Pourtant d'autres alternatives ont été portées sans que cela ne soit relayé. Ainsi rien sur le discours de Lula, Président du Brésil et ancien syndicaliste qui en une dizaine de minutes a proposé aux nations du monde une tout autre voie : **celle du multilatéralisme, de la démocratie, de la liberté, du progrès social, de la dignité humaine, de la réponse à l'urgence climatique, de l'État de droit**. Une voix à écouter.

Notamment en France, où quand Sarkozy est condamné à de la prison pour s'être associé avec un terroriste ayant le sang de victimes françaises sur les mains, ce sont les juges qui sont visés par des dirigeants politiques, l'extrême droite en tête. Nous devons continuer à l'affirmer : « l'État de droit c'est quand les puissants, tout comme n'importe quel citoyen, ont à répondre devant la justice et sont condamnés au nom du peuple, quand ils violent les lois de la République ! »

Une parmi les phrases à méditer de Lula: « les seuls vaincus sont les résignés et les passifs ».

Les débats en cours au Brésil à la COP 30 doivent aussi nous intéresser. La France ne peut pas y participer les mains vides. Des engagements et des actes forts doivent en sortir.

Car comment construire un monde plus juste, comment gagner des revendications sociales si notre monde est ravagé par la guerre et ses ressources naturelles épuisées ?

Être syndicalement en capacité de répondre à tous ces défis sera **l'ambition de notre 54^{ème} congrès confédéral des syndicats du 1^{er} au 5 juin** prochain. Dans 6 mois nous aurons la responsabilité collective de continuer à nourrir une CGT offensive et émancipatrice, pour contribuer à empêcher le pire pour pouvoir construire un monde meilleur.

Ce Comité Général est donc un moment important pour s'inscrire dans la préparation du 54^{ème} congrès et ainsi nourrir la nécessité d'un « penser global pour agir local ». Une démarche qui semble primordiale au vu du contexte mondial et national que nous vivons. « Penser global, pour agir local » voilà le défis que nous tentons de relever tous les jours, nous autres militants de la CGT, pour changer ce monde à partir de nos valeurs, celles inscrites dans nos statuts.

En face l'adversité est puissante, sans merci, et de plus en plus répressive. Ce défis nous le savons, nous ne le relèverons qu'en étant unis et rejoints par le plus grand nombre.

La division c'est l'arme du capital. L'unité, c'est la nôtre ! Nos débats et décisions doivent nous permettre de lutter contre le poison de la division. Notamment celui de l'extrême droite qui progresse partout notamment dans le camp des travailleuses et travailleurs, notre camp !

Ainsi défendre une société démocratique, de justice sociale et de paix, contre le racisme, l'antisémitisme, et contre toute forme de discriminations pour promouvoir la coopération et la solidarité concrète entre les travailleuses et travailleurs, ici et dans le monde entier, est fondamental. Ainsi **continuons de faire vivre un 1^{er} mai puissant et fraternel** comme nous le faisons tous les ans à Bordeaux.

Rapport d'introduction aux débats - Stéphane OBÉ - Secrétaire Général

D'autant que ce beau moment revendicatif du monde du travail est visé lui aussi par nos adversaires qui veulent tout nous prendre.

Les attaques contre les militants CGT, contre l'État de droit, la surenchère réactionnaire battent leur plein. La mise en examen de notre Secrétaire Générale, Sophie Binet, est un nouveau cap passé par nos adversaires de classe.

À travers notre Secrétaire Générale ce sont **les libertés syndicales qui sont visées** et le monde du travail que l'on veut intimider. Cette attaque indigne pour des propos tenus au micro s'ajoute à toutes celles qui visent des milliers de militants CGT.

Evidement, j'ai une pensée toute particulière pour nos camarades d'Énergie 33, qui après avoir été relaxés totalement en première instance pour des accusations liées à des actions de grève en 2023, ont été scandaleusement condamnés en appel à Bordeaux en décembre dernier. Par cette décision d'un tribunal bordelais, c'est toute la CGT qui a été condamnée à 9 mois de prison avec sursis.

Le même jour, l'autorisation de l'Inspection du Travail de licencier une camarade de la santé « pour activité syndicale considérée comme trouble objectif au fonctionnement de l'entreprise » suivie par son licenciement, démontre encore la teneur de l'offensive patronale contre notre syndicalisme. Et les attaques continuent de fuser avec des sanctions de camarades qui soit mènent campagne aux élections professionnelles, soit défendent leurs collègues face à l'arbitraire patronal. Cette répression doit stopper. Ces attaques font aussi le lit de l'extrême droite qui rêve de nous museler.

Nous n'aurons jamais de cesse de le dire, **le syndicalisme et notamment le nôtre, celui de la lutte de classe et de masse, est d'utilité publique et d'intérêt général.** Notre histoire est là pour le rappeler. Rappelons aussi que notre force est d'abord celle que nous puisons dans le collectif.

Viser nos camarades, ne fera jamais taire la CGT. Vouloir discréditer et fragiliser des femmes et des hommes qui se battent tous les jours pour une juste répartition de la richesse, ne fera jamais accepter l'injustice. Ces attaques ne détourneront pas l'attention des responsables à la souffrance humaine.

La seule responsabilité est celle des dirigeants politiques et celle du patronat. Refuser de répondre aux demandes légitimes des travailleurs-ses à vivre dignement de leur salaire dont celui socialisé, c'est être responsable de cette souffrance. Dégrader voire supprimer chaque jours des services publics en proximité, c'est aussi alimenter cette souffrance. Et que dire de la violence sociale de se voir supprimer son emploi ?

Depuis le début d'année en Gironde, ce sont presque 1 000 emplois directs industriels avec 2 à 3 fois plus pour les emplois indirects qui sont menacés par des plans de licenciement.

Nous n'aurons jamais de cesse de le dire non plus, la conscience de classe sera toujours présente tant que dureront ces souffrances.

Aussi, nous mesurons le défi qu'est le nôtre, celui de faire vivre cette conscience de classe, celle des travailleur-ses, organiser l'émancipation du plus grand nombre pour les réunir. Car **réunir c'est demeurer « la digue sociale » et grandir c'est « intensifier la lumière du phare du possible »** pour arriver au port de la victoire.

Alors que les guerres se propagent sur la planète, nos actions veulent ainsi porter un autre horizon que celui du précipice du capital.

La logique de la guerre au bénéfice des plus riches et au détriment de l'intérêt général, doit stopper. Les choix budgétaires décidés les uns après les autres au détriment de nos hôpitaux, nos écoles, nos services territoriaux et des garanties collectives des agents qui les font vivre, doivent ainsi continuer à être combattus.

Défendre nos retraites, nos salaires et nos emplois notamment dans l'industrie et nos services publics, ont ainsi vocation à créer du « tous ensemble ».

Et dans ce moment grave, c'est avec une grande lucidité sur nos forces collectives organisées que nous proposons d'agir dans des cadres unitaires. **La première unité à nourrir, c'est la nôtre avec l'interpro.** Nous menons toutes et tous une lutte déterminée face au patronat, face aux politiques du moins disant social et contre la mise en concurrence entre les salariés, privés d'emploi et retraités.

La division n'est organisée que pour les seuls intérêts du capital qui n'en a jamais assez. Et quand les idées d'extrême droite lui permettent d'alimenter cette division, le capital fait son choix comme il l'a déjà fait par le passé. Ainsi il n'hésite pas à jeter dans la misère le plus grand nombre jusqu'à alimenter les logiques de guerres pour son seul profit immédiat.

Nous le savons, nous ne gagnerons que si nous gagnons la généralisation des luttes. Et dans cette période les mobilisations interprofessionnelles sont là pour permettre de concrétiser ce « tous ensemble » nécessaire.

À la CGT, **nous refusons d'être spectateur des décisions qui nous concernent.** C'est notamment ce que nous faisons depuis cette rentrée sociale dans un état d'esprit le plus unitaire possible.

Le **9 septembre** nous étions plusieurs centaines de militants CGT à **Vayres avec Sophie Binet pour défendre nos emplois dans les industries et services publics.**

Rapport d'introduction aux débats - Stéphane OBÉ - Secrétaire Général

Le **10 septembre** nous étions **15 000** à **Bordeaux** (350 000 nationalement) à l'appel d'une intersyndicale réduite (CGT, FSU, FO, Solidaires) et d'un mouvement citoyen **pour exiger l'abandon du projet de Budget Bayrou et pour exiger la justice sociale et fiscale.**

Le **18 septembre**, à l'appel d'une intersyndicale très large (CGT, CFDT, FO, CFE CGC, CFTC, UNSA, FSU, Solidaires, UNEF, FSE, UE) nous avons été **35 000** à **Bordeaux** et 1,1 million de manifestants dans tout le pays pour rappeler que les sacrifices du monde du travail et étudiant devaient stopper et rappeler que les premières urgences sociales étaient celles des **salaires, des emplois, des retraites et des services publics.**

Après le **9, 10 et 18 septembre** suivies de celles du **2 et du 9 octobre**, nous avons continué à **mettre la pression populaire et syndicale.** Cette pression fait bouger les lignes mais doit s'élever pour imposer de véritables avancées sociales. Le **30 octobre** avec la **réunion publique en présence de Fabien Gay**, Sénateur rapporteur de la commission chiffrant à **211 milliards d'euros** d'argent publique offerts aux entreprises et Thomas Vacheron du Bureau confédéral, nous avons **continué à nourrir le débat citoyen** en rappelant notamment que de l'argent il y en a pour le progrès social.

Après le **6 novembre** avec une manifestation initiée par les **retraités**, le **2 décembre** veut continuer à proposer **d'agir collectivement. Non nous ne devons pas rester spectateurs comme d'autres OS nous y invitent ! Nous ne sommes ni résignés ni passifs !**

Depuis septembre, les débats parlementaires démontrent que sans la mobilisation du monde du travail, le futur budget de l'Etat et de la Sécurité Sociale aura des conséquences catastrophiques pour les travailleuses et les travailleurs, pour nos services publics et pour l'avenir de notre pays.

Avant-hier, ce samedi **22 novembre**, nous étions de nouveau dans les rues de Bordeaux dans une **manifestation unitaire pour refuser les violences faites aux femmes.** Alors que les féminicides continuent d'augmenter avec en Gironde une nouvelle femme assassinée par son conjoint, aucun budget digne de ce nom n'est alloué à la lutte contre ce fléau et les associations qui prennent en charge les victimes de violences voient leurs ressources diminuer.

Mais rien n'est encore joué, car le débat budgétaire durera jusqu'à mi-décembre. Le volet recette vient d'être rejeté. Continuons à ne pas laisser faire, que le décalage de la réforme des retraites ne soit pas l'arbre en mesure de cacher la forêt des régressions sociales encore prévues.

Ce 2 décembre veut s'inscrire dans une dynamique de luttes impulsée depuis septembre et s'articuler avec toutes les initiatives d'actions professionnelles comme celle du **13 novembre dans la santé pour refuser une nouvelle coupe de 30 millions dans le budget du CHU de Pellegrin**, ou celles dans **l'Énergie depuis le 2 septembre** pour les salaires et une **TVA à 5,5 % de l'électricité et du gaz** ou encore celle de jeudi dernier avec **l'action sociale pour dénoncer des restrictions budgétaires** au détriment de la protection de l'enfance.

Ce 2 décembre est à proposer aux travailleur-ses à partir de leur capacité d'actions notamment de grève pour continuer de faire entendre haut et fort leurs revendications de justice sociale et fiscale. À Bordeaux, devant le rectorat avec la FSU, il voudra dénoncer les suppressions de postes voulus dans l'Éducation nationale, puis ciblera place de la comédie, ceux qui concentrent les richesses et refusent de contribuer à la solidarité nationale. Place de la comédie au-delà de continuer de rappeler nos revendications sur la mise en place d'une taxe plancher sur les ultra-riches et de la fin totale et entière des exonérations de cotisations sociales du patronat soit 80 milliards par an, nous condamnerons de nouveau les agressions verbales et racistes proférées par le propriétaire du café-restaurant Le Régent en direction de plusieurs salariés sur leur lieu de travail situé sur le lieu d'arrivée de la manifestation.

Au-delà des dates, c'est également l'appropriation de la grève qu'il nous faut continuer de travailler en articulant grève sur les lieux de travail et grèves pour participer à des temps forts rassemblant toujours plus de manifestants et manifestantes. Nous avons une grosse marge de progression à faire pour développer les grèves.

La lucidité c'est aussi se dire que la grève, c'est surtout la CGT qui la fait vivre. Et faire vivre la grève chez les salariés qui ne sont pas en contact quotidien voire jamais avec la CGT, quel défi !

Aussi nous avons besoin de prendre du recul pour analyser nos luttes et mesurer ce qu'elles ont permis d'obtenir et ce qui reste à construire pour gagner.

Au-delà de l'analyse du fonctionnement de la 5ème République et de la réalité d'un néo-libéralisme de plus en plus autoritaire : il nous faut tirer les enseignements de nos mouvements. Cela impose de relever un double défi pour notre syndicalisme CGT à la fois organisationnel et politique.

La CGT a besoin de renforcer sa présence dans les entreprises notamment celles qui «pèsent» sur l'économie et de s'implanter dans celles où elle est absente. Ainsi la question de l'ancrage et de la démarche de construction revendicative est essentielle.

Rapport d'introduction aux débats - Stéphane OBÉ - Secrétaire Général

La double besogne celle de répondre au « carreau cassé » et celle de « transformer la société », à porter par l'ensemble de la CGT en articulant « **cahiers de revendications locaux** » et mobilisations, sont de nature à pouvoir impulser le « toutes et tous ensemble » nécessaire.

Nourrir la combativité collective et la conscience de classe, sont des carburants puissants pour alimenter des luttes.

Soyons conscients de la force de notre capacité collective de savoir pousser les débats entre nous dans des cadres démocratiques exigeants. Ainsi nous serons plus forts.

L'analyse de la CGT sur les mobilisations de 2023 contre la réforme des retraites qui a été diffusée, **nous invite ainsi à interroger notre syndicalisme**. Être en mesure de prendre du recul, mesurer et comprendre ce qui nous a manqué pour être plus fort, sont essentiels. Cette analyse a aussi permis d'identifier ce qui nous a manqué dans le rapport de force : l'extension de la grève. Les causes en sont multiples : recul de la culture d'organisation, déficit d'implantation syndicale, distanciation du lien avec nos syndicats, fragilisation de nos UL, amplification de la répression syndicale.... La nécessité de passer un cap en termes d'organisation et de vie syndicale, est une condition indispensable à l'élévation du rapport de force et à notre capacité de mobilisations. Car une mobilisation ça ne se décrète pas, ça se construit.

Les mobilisations contre la contre-réforme 2023 tout comme d'ailleurs celles de 2010 et 2019, nous ont appris que l'extension de la grève reste un véritable frein à l'élévation du rapport de force. Ainsi **l'implantation CGT dans un nombre trop faible d'entreprises est un véritable défi à relever**. Également **l'organisation des syndiqués dit « isolés » ou « individuels »** compte tenu l'éclatement des travailleurs qui a été organisé par le capital, est aussi un véritable défi pour notre organisation qui veut être une organisation de classe et de masse.

La première Fédération de la CGT ne peut être celle des adhérents « isolés ». Ce défi nous devons pourvoir le relever car nous avons des atouts importants qu'il nous faut mettre à profit notamment au travers de notre **implantation territoriale avec nos Unions Locales**. Sur ce point, nous avons l'ambition que ce **Comité Général nous permette d'avancer et surtout de ne pas amputer l'avenir en perdant des locaux CGT** dont nous avons besoin pour faire vivre un syndicalisme de proximité.

Lors de notre dernier congrès départemental, les besoins de maintenir, d'organiser, faire grandir notre force collective pour lutter et gagner collectivement se sont confirmés chaque jour.

Nous vivons certes une période inédite, complexe, évolutive, source de dangers mais nous vivons aussi une période de grandes potentialités pour notre camp. Celle de pouvoir imposer le progrès social, c'est-à-dire de pouvoir ensemble aller au delà de juste faire infléchir le Capital.

Warren Buffett fanfaronnait cyniquement en juin 2005 (je cite) : « *Il y a une lutte des classes, bien sûr, mais c'est ma classe, celle des riches, qui fait la guerre. Et nous gagnons.* » (fin de citation). À nous de contribuer à démontrer de son vivant au milliardaire américain qui a 95 ans, que cette lutte, c'est notre camp qui la mène et que nous sommes en mesure de la gagner.

Ainsi ce Comité Général doit être une occasion pour analyser collectivement la situation. Il convient de bien mesurer le rôle que nous avons joué, afin de déterminer notre démarche dans la séquence que nous vivons.

Depuis notre 61^{ème} congrès, nous avons initié et appuyé un grand nombre de mobilisations pour stopper des régressions mais également exiger plus de justice sociale et fiscale. Nous avons toujours travaillé à les élargir dans un esprit unitaire. Ces actions ont porté l'urgence du bien commun autour des salaires et des pensions pour vivre dignement, des conditions de vie décentes, du sens du travail, du soin et de la santé pour toutes et tous, de l'accessibilité à l'Énergie, du besoin des emplois et des moyens concernant l'industrie et les services publics.

Nous avons aussi fait entendre nos exigences sociales pour la paix et contre l'économie de guerre, la défense de l'État de droit attaqué de toute part, et le besoin d'infrastructures comme ceux des transports de proximité et de moyens de productions relocalisés. Nos actions contre les idées de l'extrême droite ont aussi marqué ce début de mandat que ce soit lors d'actions contre la répression syndicale, de formations syndicales ou pendant les législatives 2024. Ainsi c'est la mobilisation de toute la CGT qui a grandement contribué à éviter une majorité d'extrême droite à l'assemblée nationale pourtant annoncée par tous les sondages.

En Gironde, nous n'avons pas pu éviter la reconduction d'une députée RN, celle-là même qui depuis, refuse de voir les saluts nazis dans ses réunions et qui a insulté par sa présence à la cérémonie à Souge il y a un mois, notre histoire et la mémoire de nos camarades fusillés durant l'occupation allemande en 1942.

Mais nous pouvons être fiers que nos manifestations, la réunion publique à Bordeaux en juin 2024 avec Sophie Binet, et nos déploiements qui en ont suivi notamment dans le Médoc aient pesé contre le candidat sortant d'extrême droite qui a perdu son siège.

Rapport d'introduction aux débats - Stéphane OBÉ - Secrétaire Général

Le soulagement profond que nous avons ressenti à l'annonce des résultats des législatives 2024, doit rester vif dans nos esprits. **L'extrême droite vise clairement les municipales 2026 comme tremplin pour 2027.** Et ses ambitions en direction de la Gironde, doivent nous alerter. Les meetings nationaux du RN organisés régulièrement en Gironde dont le dernier a eu lieu à Bordeaux mi-septembre ; le projet Périclès de Stérin visant à faire gagner l'extrême droite en France avec « la nuit du bien commun » à Bordeaux le 10 décembre, sont des exemples qui doivent nous en convaincre et nous obliger à continuer d'agir.

Car **nos actions font bouger les lignes.** Nos actions **contre la fin de la collecte des déchets en porte à porte dans le Nord Gironde et le Libournais,** ont ainsi été déterminantes pour gagner le maintien d'un service public répondant aux besoins d'un grand nombre d'usagers. Une « victoire syndicale » qui a su lier vision CGT du service public et intérêts des agents sur un territoire déjà en souffrance que le RN voudrait garder sous son influence.

Nos luttes sont essentielles surtout quand elles savent articuler intérêts des travailleurs, besoins de la population et imposture et danger du RN. Notre combat sans faille depuis deux ans pour l'abrogation de la contre-réforme des retraites 2023, en est aussi une démonstration.

La lutte des énergéticiens qui porte le besoin de lier salaire et prix de l'électricité et du gaz, en est aussi un exemple. En Gironde, nous avons su construire une position UD/FNME contre un projet voulant installer la plus grande usine photovoltaïque d'Europe.

Un projet libéral aux antipodes de notre vision pour répondre aux défis environnementaux, sociaux, sociétaux. Ainsi nous avons la volonté de continuer de travailler nos propositions concrètes et locales sur les enjeux autour de l'énergie.

La place du nucléaire est un point important de ce travail. Un EPR en Gironde comme le revendique le syndicat CGT du Blayais, doit être porté par toute la CGT dans une dimension interprofessionnelle au vu des enjeux que cela représente pour toutes et tous.

D'autres positions CGT 33 mériteraient d'être construites collectivement, qu'elles soient initiées par nous ou en réaction à des projets portés par d'autres. La voix de la CGT porte. Elle est attendue par beaucoup.

Face à un système ultra-libéral de plus en plus autoritaire, nos positions, nos mobilisations doivent être en mesure d'être rejoints par le plus grand nombre. Les mobilisations historiques de 2023 jusqu'aux dernières lors de cette rentrée sociale 2025, ont fait reculer les appétits du capital qui veulent faire payer sans cesse le monde du travail.

Nos adversaires n'ont de cesse de dénigrer notre syndicalisme. Ainsi nos luttes sociales pourtant essentielles, quand elles ne débouchent pas sur des victoires immédiates, totales et concrètes, sont discréditées. Ces attaques veulent aussi créer la désespérance contre la conscience de classe ou le détournement de colères légitimes.

Notre rôle est central. Nous avons donc une responsabilité militante à la lucidité mais aussi à valoriser nos actions. Sans nos actions les choses seraient pires et beaucoup de lignes n'auraient pas bougé.

La CGT s'était engagée à ne rien lâcher sur le retrait de la réforme des retraites, c'est en tenant cet engagement que nous avons permis que cette réforme ne passe toujours pas pour le monde du travail, et reste centrale dans le débat politique comme lors du vote de l'Assemblée nationale le 5 juin 2025 se prononçant pour l'abrogation de la réforme dans une résolution.

Comme nous l'avions annoncé, nous avons réussi à faire payer très cher à Emmanuel Macron son passage en force. Il a été contraint de sacrifier 5 Premiers Ministres, et a perdu toute capacité à réformer. Chaque nouveau Premier ministre a été obligé d'annoncer quelque chose **sur la réforme des retraites : des discussions, puis un conclave et désormais un décalage de la réforme.**

Ce décalage est à mettre au crédit de nos mobilisations. Et ce décalage n'illusionne personne.

Un décalage n'est pas un blocage et encore moins une abrogation. Cette abrogation comme étape pour regagner les 60 ans, il nous faut encore l'arracher. Nous avons réussi à empêcher les petits arrangements entre amis du conclave et à démontrer que tant que la réforme ne serait pas abrogée, la page ne serait pas tournée.

La mobilisation 2023 a été structurante sur la place du syndicalisme et de la CGT dans la société. Les 15 journées de mobilisation à plus de 1, 2 ou 3 millions à l'appel de l'intersyndicale avec à Bordeaux plusieurs dizaines de milliers, ont replacé le syndicalisme sur le devant de la scène comme un acteur social de premier plan.

Nous avons décidé de faire de la **bataille contre les morts et les accidents du travail, une priorité. La journée du 28 avril** est désormais une journée de mobilisation et grâce aux avancées que nous avons gagnées sur les chantiers JO 2024, nous avons démontré qu'il n'y avait aucune fatalité à ces morts. À Bordeaux une plaque CGT mémorielle aux victimes du travail a été déposée en 2024. Cette plaque mériterait d'être pérenne.

Nos actions sur le handicap, avec en 2024 l'organisation d'un forum Agefiph veulent relancer du travail revendicatif sur le sujet.

Rapport d'introduction aux débats - Stéphane OBÉ - Secrétaire Général

Nous avons profité des **80 ans du programme du CNR puis de la Sécurité sociale** pour réaffirmer le rôle du mouvement ouvrier et l'actualité de l'héritage en réclamant une statut d'Ambroise Croizat à Bordeaux et en organisant plusieurs actions dont des journées d'études il y a un mois dont une au musée national de l'Assurance maladie à Lormont.

Ce début de mandat est marqué par une progression de nos nouvelles adhésions en 2023 et 2024. Cependant, si nous n'étions pas un panier percé, le nombre de **syndiqués en Gironde serait bien au-dessus des 13 338 actuels**.

Les élections professionnelles marquent une stabilisation à la baisse de notre représentativité mais notre implantation de la CGT continue à reculer. Les élections TPE, élections sur sigle, placent, malgré une faible participation, la CGT largement en tête avec un écart qui se creuse avec la CFDT. Ceci confirme la forte popularité de la CGT mais la nécessité absolue de régler nos problèmes structurels pour retrouver notre place de 1^{ère} organisation syndicale.

Notre stratégie d'unité et de mobilisation nous a permis de faire reculer Macron et le patronat sur beaucoup de mauvais coups qu'ils voulaient imposer aux travailleurs et travailleuses.

Nationalement nous avons pour la première fois réussi à **gagner l'enterrement d'une réforme assurance chômage, en 2024**, et on l'espère bientôt de celle de 2025, nous avons empêché une régressive réforme du Code du travail, **le vol de 2 jours fériés**, la mise en place de 3 jours de carence pour les fonctionnaires, la **désindexation** du régime de base de **pensions des retraités**, limité la casse sur la formation professionnelle, empêché le gouvernement de mettre sous tutelle l'Agirc Arrco et à voler ses réserves, ce qui ce serait traduit par une violente baisse structurelle des retraites complémentaires. Nous avons gagné la fin de la limitation à 3 mandats pour les représentants du personnel et gagné le décompte de congés payés pendant les arrêts maladies.

Si le gouvernement a été contraint de décaler l'application de la réforme des retraites, ce qui permet aux générations nées entre 1964 et 1968 de partir 3 mois plus tôt, cette réforme que nous continuons de combattre n'est toujours pas abrogée et l'essentiel du projet de budget d'austérité demeure

Evidemment éviter le pire, ne veut pas dire gagner le meilleur. Et reculer ne veut pas dire renoncer.

Pour qu'une poignée continue de tout posséder contre l'intérêt général, le pouvoir de l'argent n'hésitera pas à sacrifier le macronisme. Leur stratégie est claire : tenter de faire diversion par un «feuilleton politicien» à rebondissements.

Le patronat qui a déjà trouvé un joker à la macronie avec l'extrême droite, continue de tirer les ficelles.

Pour que l'histoire ne bégaye pas, à nous de continuer d'agir collectivement pour empêcher le pire, en travaillant au meilleur. L'élévation du rapport de force est donc une priorité. Faute de quoi, le gouvernement et le patronat refuseront toujours de prendre l'argent là où il est, de taxer les actionnaires et de s'attaquer aux 211 milliards/an d'aides publiques versées sans contrepartie, ni ne s'attaquera aux 80 milliards/an d'évasion fiscale.

Dans cette crise inédite que nous vivons, faire un point collectif sur la stratégie de construction du rapport de force pour imposer le progrès social, est donc essentiel.

Soyons convaincu que nous pouvons gagner l'abrogation de la réforme des retraites, gagner des mesures concrètes de justice sociale et fiscale, et **continuer d'arracher des victoires** plus locales comme nous l'avons fait avec le **renouvellement de la convention d'occupation de la Bourse du Travail**. Des luttes comme à **OI Vayres**, celles des **labos du CHU de Bordeaux**, des **métallos de Mérignac** pour leurs salaires ou celle toujours en cours des **ATSEM de Lormont**, et toutes les situations exigeant que la dignité des femmes et hommes qui font la richesse de ce pays soient entendues, méritent d'être appuyées par le plus grand nombre.

À nous de continuer de mettre la pression sur le gouvernement et le patronat, en gardant notre boussole syndicale, celle du progrès social. La CGT doit continuer de ferrailer pour gagner l'amélioration de nos droits sociaux, des industries et des services publics répondant aux besoins en proximité. Notre syndicalisme CGT, celui qui sait rassembler, allier propositions et rapport de force pour les imposer, est d'utilité publique. À nous de le faire vivre et faire qu'il vive encore 130 ans !

Ce Comité Général a pour ambition d'y contribuer.

Merci de votre écoute et bon débat. Vive la CGT !

Résolution d'actualité

En résistance face à leur guerre

Le mardi 18 novembre, le Général Fabien Mandon, chef d'état-major des armées s'est adressé au congrès des Maires de France pour leur signifier que devant une situation internationale qui se dégrade, que le pays devait « préparer la population aux futurs conflits, pour que le pays soit prêt, d'ici 3 à 4 ans et qu'il ait la force d'âme d'accepter le risque de perdre ses enfants et de souffrir économiquement ».

Ces mots terribles engagent directement la responsabilité du Président de la République, puisque le chef d'état-major des armées est placé directement sous son autorité.

Alors que le capitalisme, à bout de souffle, est plongé dans une profonde crise cyclique et structurelle, ses valets les plus zélés veulent nous précipiter dans la guerre, afin d'assurer sa survie.

En nous proposant comme seul avenir la ruine sociale et l'affrontement militaire, Emmanuel Macron, les dirigeants occidentaux et toutes les autres incarnations d'un système capitaliste prédateur, veulent anéantir toute perspective de changement progressiste de société.

Car c'est bien le président de la République qui a déclaré la guerre à son propre peuple :

- Guerre contre les pauvres,
- Guerre contre les immigrés,
- Guerre contre les services publics,
- Guerre contre les aspirations des citoyennes et citoyens à vivre dans une société démocratique, libre, fraternelle et égalitaire.

C'est pourquoi les syndicats présents au Comité Général de l'Union Départementale des syndicats CGT de la Gironde, ne permettront jamais que nos enfants servent de chair à canon dans leurs guerres impérialistes.

Le Comité Général condamne cette manipulation par la peur et affirme :

- Nous n'accepterons jamais que l'on touche à nos enfants et petits enfants
- Nous n'accepterons jamais ces préparatifs à la guerre
- Nous n'accepterons jamais la guerre et militerons toujours pour la paix
- Nous n'accepterons jamais les sacrifices sociaux pour aller en guerre
- Nous n'accepterons jamais la répression de celles et ceux qui luttent pour un monde meilleur
- Nous n'accepterons jamais l'inacceptable

Et en ce 25 novembre, journée internationale de lutte contre les violences faites aux femmes, le Comité Général tient à rappeler que l'inacceptable c'est de compter tous les jours nos mortes. L'inacceptable serait que le budget de l'État voulu austéritaire, se fasse au détriment des moyens à allouer pour lutter contre ce fléau.

L'inacceptable c'est de voir notamment en Gironde une ou un salarié mourir au travail tous les 15 jours. Alors que les CHSCT ne sont pas rétablis et que nos revendications portées tous les 28 avril sur cet autre fléau, restent sans réponse.

L'inacceptable en réalité, c'est que les choix économiques et politiques faits notamment par le patronat et les dirigeants politiques pour préserver les plus riches, alimentent la pauvreté qui tue chaque jour des travailleuses et travailleurs, des privé.es d'emploi, et des retraité.es.

La guerre est déjà là, elle est sociale !

Ce que nous voulons, c'est de l'argent pour l'école, pour les hôpitaux, pour les besoins sociaux et pour les services publics.

Nos intérêts de classe nous ordonnent au contraire de mener une bataille sans merci contre le capital, et d'aller vers une reconquête sociale où chaque centime arraché par les travailleuses et les travailleurs, n'ira pas alimenter leur économie de guerre.

Ces propos qui choquent le peuple et sèment la peur dans notre pays, sont une annonce qui est faite tout d'abord pour préparer les citoyennes et citoyens au sacrifice économique.

Par nos luttes et par nos combats syndicaux, nous mettons la lumière vers un avenir de paix entre les peuples, le désarmement et les droits de l'Homme.

Nous n'aurons de cesse de nous mobiliser pour que nos enfants et les générations futures se baignent dans un océan de bonheur, jamais dans leur propre sang.

Le Comité Général réaffirme sa solidarité avec les peuples du monde entier dont les femmes, hommes, enfants, aspirent toutes et tous à vivre en paix.

Bordeaux, le 25 novembre 2025

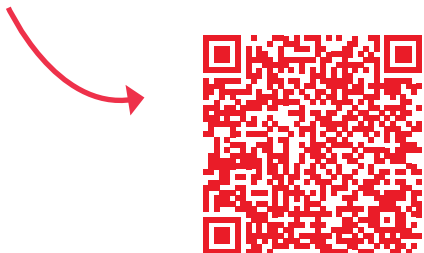
Construction revendicative via la démarche travail / plateforme revendicative UD

Intro au débat via un bilan des grèves actions retraites 2023 (issus du Peuple n°1778 octobre 2023)

Le fait est qu'une des manières d'analyser les difficultés rencontrées durant cette période est de replacer ce mouvement social dans les dynamiques du recours à la grève et des secteurs professionnels concernés par la pratique de la grève.

Depuis plusieurs années, nous constatons une baisse tendancielle de la participation aux grèves.

Les chiffres et analyses plus exhaustives sont disponibles dans la brochure confédérale « **comment la mobilisation sur les retraites interroge le syndicalisme ?** » qui est consultable en suivant le lien <https://www.cgt.fr/decryptage-comment-la-mobilisation-sur-les-retraites-interroge-le-syndicalisme> ou en flashant le QR code



Synthétiquement nous pouvons constater que la part des salariés confrontés à une grève est bien plus importante en 2010 et 2016.

Il y a eu en effet, deux années de mobilisations interprofessionnelles, la première contre la réforme des retraites du gouvernement Sarkozy qui portait l'âge de départ à la retraite de 60 à 62 ans, la seconde contre la loi travail du gouvernement Hollande de 2016.

Une baisse notable d'une part de l'implantation de la grève dans les entreprises et de participation d'autre part est mise en évidence.

Une autre analyse en fonction des secteurs d'activité par année permet de constater que la baisse y est tout aussi effective dans les secteurs suivants :

- Salariés de l'État
- Salariés des collectivités et hôpitaux
- Salariés des entreprises, artisans et associations.

Après 2008, les mouvements sociaux liés plus spécifiquement aux plans de licenciements et de restructurations n'ont pas favorisé une participation massive des salariés.

La période 2012 – 2017 est marquée par les réformes du droit du travail avec une baisse plus prononcée dans le secteur public.

En effet, les salariés de l'État ne sont plus que 45,7% à déclarer avoir participé à un arrêt de travail sur leur lieu de travail en 2016. Ils étaient 55% en 2008.

Toutes les catégories socio-professionnelles sont impactées par les attaques contre les bastions syndicaux, l'évolution du salariat, la précarisation de l'emploi et les nouvelles formes de travail.

Ces éléments doivent nous permettre d'interroger notre militantisme, nos moyens de mobiliser les syndiqués et les salariés et combien il est important de prendre ce temps du débat autour de ces données factuelles afin de pouvoir mettre en mouvement toutes les structures de la CGT de manière efficace et de faire vivre nos revendications.



Décisions des syndicats

Afin de permettre aux syndicats de se réapproprier la « démarche travail » :

- ▶ Mise à disposition d'une plateforme revendicative UD (salaires, aménagement du territoire, mobilité, environnement, services publics...) à construire collectivement,
- ▶ Mise en place d'un module formation en lien avec le pôle formation confédéral afin d'outiller les syndicats dans la construction des revendications tout en se basant sur les repères revendicatifs confédéraux.

Rôle de nos Unions Locales (UL) et enjeux de la proximité en territoire Proposition de modification des zones

Un travail de plusieurs années qui a conduit au 61^{ème} congrès la résolution n°14 où les syndicats de la Gironde se sont engagés :

- À revaloriser leur participation dans la vie des UL, pour faire vivre un syndicalisme de proximité en phase avec les évolutions du monde du travail, du travail lui-même tertiarisation, précarisation, émergence des catégories ICTAM...), et qui agissent sur les grands enjeux revendicatifs territoriaux qui impactent directement la vie des salariés (transports, santé, industrie, services publics).
- À engager une réflexion commune (syndicats, UL, UD) sur l'évolution des périmètres des UL au regard des situations actuelles des UL de Bègles et Bordeaux Rive-droite, permettant à la fois de pérenniser une activité de proximité sur ces territoires et d'être en adéquation avec nos statuts et nos exigences démocratiques. Cette résolution et cette réflexion seraient ponctuées, par une décision formalisée d'évolution d'un périmètre lors d'un futur comité général de l'UD.
- À réévaluer les moyens humains et en droits disponibles (heures de délégation, droit syndical fonction publique...) qui peuvent être mis à disposition des UL pour déployer un syndicalisme de proximité.

Afin de ne pas refaire les débats et les travaux antérieurs et suite à un état des lieux actuel :

Des objectifs partagés :

1. Garder les locaux pour la CGT
2. Importance d'une UL? Pour quelles activités ?
3. Répartition des communes
4. Travail collectif à pérenniser

1. Une priorité : garder les locaux à la CGT

La sécurisation des locaux : une urgence et une importance

Les directions des UL de Bègles et de Bordeaux Rive-droite, après plusieurs tentatives de renouvellement (appels aux syndicats) sans aboutissement, souhaitent arrêter.

Décisions des syndicats

Les syndicats affirment la volonté de garder les locaux pour la CGT, pour ce faire :

- ▶ Le local de l'UL de Bègles devient une antenne de l'UL de Bordeaux centre.
- ▶ Le local de l'UL de Cenon devient une antenne de l'UL de la Presqu'île.
- ▶ L'antenne actuelle de l'UL de la Presqu'île située à St André-de-Cubzac devient une antenne de l'UL de la Haute Gironde.

Conformément à l'article 10 de nos statuts, les syndicats valident le nouveau découpage (cf. carte ci-après), élaboré à partir des principes :

- ▶ Les communes rattachées aux UL de Bègles et de Bordeaux Rive droite sont réparties sur les Unions Locales limitrophes malgré les difficultés identifiées.

La solution retenue : les locaux deviennent des antennes.

- Le local de Bègles (à Bègles) devient une antenne de l'UL de Bordeaux centre
- Le local de Bordeaux rive droite (à Cenon) devient une antenne de l'UL de la Presqu'île
- L'antenne actuelle l'UL de la Presqu'île (à St André de Cubzac) devient l'antenne de l'UL de la Haute Gironde

2. Importance d'une UL ? Pour quelles activités dans une antenne ?

La sécurisation des locaux passe par une activité dans les locaux

Sans activité, les volontés de « reprise des clés » par les communes sont fortes.

Les solutions proposées : quelques exemples

- En faire des lieux d'accueil pour les formations, réunions de syndicats, des permanences syndicales...
- Actions de déploiements, de syndicalisation afin que les antennes redeviennent des UL
- Réappropriation des lieux par les syndicats

3. Répartition des communes

La répartition des communes : une obligation statutaire

Il revient à l'UD, donc aux syndicats de décider de la répartition des communes aux UL. Un impératif, toutes les communes du département doivent être couvertes par une UL. Autre impératif, tenir compte de la difficulté actuelle des UL à mener leurs activités.

La solution retenue : Voir la carte du département avec les découpages proposés en page suivante.

4. Travail collectif à pérenniser

Un constat : le besoin d'échanges entre les directions d'UL avec l'UD

Un espace de partage d'expériences sur des sujets comme le suivi des PAP, la formation syndicale, la syndicalisation...

Les solutions retenues ne sont pas exhaustives :

- Réunions régulières à l'invitation de l'UD
- Création d'un collectif PAP 33

- ▶ Des adaptations géographiques permettant de «rééquilibrer» la couverture territoriale des Unions Locales.

Les débats UD/UL ont aussi permis d'identifier le besoin pour accompagner ces propositions :

- ▶ La création d'un collectif Protocole d'Accord Préélectoral 33.
- ▶ L'organisation par l'UD de réunions régulières avec les directions des UL.
- ▶ La construction d'un plan de travail à partir des priorités évoquées dans le thème 1 pour que les antennes soient en mesure de redevenir des UL si les syndicats en décidaient.

Nouvelle carte de répartition des communes par Unions Locales

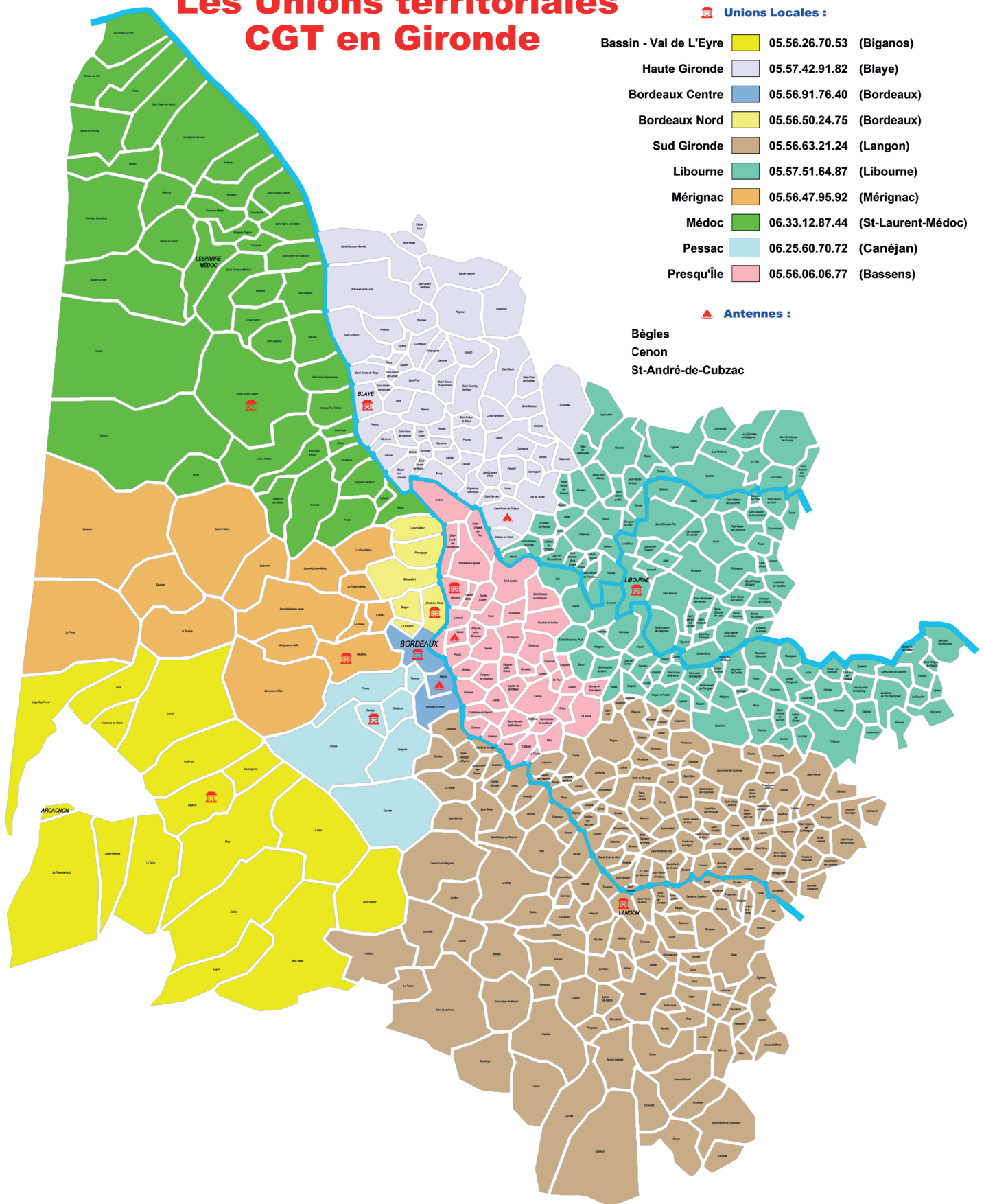
Les Unions territoriales CGT en Gironde

Unions Locales :

Bassin - Val de L'Eyre	05.56.26.70.53	(Biganos)
Haute Gironde	05.57.42.91.82	(Blaye)
Bordeaux Centre	05.56.91.76.40	(Bordeaux)
Bordeaux Nord	05.56.50.24.75	(Bordeaux)
Sud Gironde	05.56.63.21.24	(Langon)
Libourne	05.57.51.64.87	(Libourne)
Mérignac	05.56.47.95.92	(Mérignac)
Médoc	06.33.12.87.44	(St-Laurent-Médoc)
Pessac	06.25.60.70.72	(Canéjan)
Presqu'île	05.56.06.06.77	(Bassens)

Antennes :

Bègles
Cenon
St-André-de-Cubzac



Enjeux autour des droits et moyens syndicaux interprofessionnels.

Le capitalisme a organisé le morcellement des travailleurs et travailleuses jusqu'à les diviser au travers de leurs statuts sur des mêmes lieux de travail via la précarisation et la sous-traitance.

Notre ambition syndicale est au contraire de les réunir. Cela passe par la proximité. Notre implantation sur les lieux de travail est très faible et inégale.

Cette quasi absence syndicale au plus près des salariés se fait à leur détriment que ce soit sur l'aspect de la simple application du droit du travail (nos permanences syndicales et juridiques en témoignent tous les jours...)

Dans des petits établissements qui reposent sur de forts liens interpersonnels, il est plus compliqué pour des salariés de prendre l'initiative de créer un syndicat, d'autant que les Directions y sont généralement très hostiles particulièrement concernant notre organisation. C'est une des raisons de notre volonté d'impulser des syndicats de site et des syndicats Inter-entreprises de territoire.

Face à la répression syndicale il faut des dispositions qui encadrent le statut «salarié protégé» et qui doivent le renforcer.

Un autre aspect qui freine notre implantation est le mode d'attribution du droit syndical. Les financements, les heures de délégation et les salariés mis à disposition des syndicats sont en effet essentiellement attribués au travers des dispositifs professionnels dans les branches ou les entreprises. **Les droits aux temps syndicaux interprofessionnels n'existent pas hormis quelques rares exceptions comme dans la fonction publique (20 jours/an).**

Notre Confédération, et nos structures territoriales interprofessionnelles de proximité telles que nos UD, ne fonctionnent qu'avec des moyens très limités et contraints, qui entravent grandement nos capacités collectives pour répondre aux défis à relever pour l'ensemble des salariés, retraités et privés d'emploi.

La création d'un droit syndical interprofessionnel permettrait de renforcer la présence sur les territoires de la CGT.

Ce droit aurait pour vocation de prendre en charge le travail de soutien à la défense et à l'organisation collective des salariés dépourvus de syndicat, ou de représentants sur leur lieu de travail.

Ce temps nouveau à gagner doit pouvoir s'imposer aux employeurs.

Gagner un véritable droit syndical interprofessionnel autour d'un nouveau mandat syndical qui pourrait être conçu comme une version augmentée du Conseiller du Salarié dont la vocation se limite aujourd'hui à accompagner les salariés en cas de rupture de contrat de travail.

Ce droit syndical pourrait également s'étendre aux besoins de fonctionnement des Bourses du Travail ou maisons des syndicats. Des lieux interpros également à imposer aux collectivités à partir des réalités salariales de bassins d'emplois et partout où cela est nécessaire.

Ce mandat syndical, rémunéré comme du temps de travail, serait financé par toutes les entreprises (via par exemple la contribution indexée sur la masse salariale des entreprises au fond paritaire national pour la démocratie sociale), ce qui garantirait que toutes les entreprises contribuent à la mesure de leurs moyens à l'exercice de la démocratie sociale.

Aussi nous faut-il gagner une loi portant le fait que le syndicalisme est d'utilité publique.

Décisions des syndicats

Construire et porter à tous les niveaux un projet de loi «le syndicalisme: activité d'utilité publique» avec un volet « renfort du statut salarié protégé ») et un autre pour « des droits et des moyens nouveaux pour le syndicalisme interprofessionnel ».

La Bourse du Travail :

L'histoire des luttes ouvrières à jamais inscrite dans la mémoire collective.

Nous ne pouvons comprendre à quel point cette Bourse du Travail est un joyau pour la CGT si chacune et chacun n'en connaît pas l'histoire.

Histoire intrinsèquement liée à la lutte ouvrière dans toutes ses dimensions : sociale, sociétale, culturelle.

Voici un très court résumé de cette histoire, notre histoire.

La construction de ce bâtiment a débuté en 36 sous l'impulsion du maire de Bordeaux de l'époque Adrien Marquet connu comme grand bâtisseur mais resté dans l'histoire comme le peu glorieux « maire de la collaboration ».

La construction du bâtiment art déco, nommé par Marquet le palais des ouvriers s'est achevé en 38, les clés ont été remises le 1^{er} mai de cette même année à la première organisation ouvrière : la CGT.

Pendant la guerre la Bourse a été occupée par la Police allemande, la CGT et le PCF sont interdits et militent dans la clandestinité, beaucoup de nos camarades s'engagent dans la résistance.

À la fin de la guerre la CGT revient dans ce lieu qui lui est dédié.

En 1947 c'est la scission CGT, FO, ces derniers soutenant le plan Marshall. FO revendique la Bourse du Travail comme sa maison. Alors s'engage un bras de fer et le tribunal déboute en 1948, FO et Chaban (Maire de l'époque) confirmant ainsi que le seul affectataire est la seule CGT.

Depuis, l'Union Départementale CGT n'a eu de cesse de lutter pour l'entretien et la rénovation de ce magnifique édifice dédié au monde du travail.

Vous pouvez remarquer que les fresques, les ferronneries etc. rendent hommage au travail, aux métiers, à la richesse de Bordeaux et de sa région (le pin, le vin, le port...)

C'est la maison des travailleuses et des travailleurs, un lieu de mémoire où chaque année en septembre, nous rendons hommage au fusillés de Souge, tués sous le joug de la barbarie nazi.

Le 19 juin 1998, après des années de procédures administratives, la Bourse du Travail de Bordeaux est classée monument historique.

Ce lieu a accueilli les plus grands événements du monde du travail :

Congrès, meeting, assemblées générales mais aussi spectacles, cinéma d'art et d'essai, un centre de formation ; le CEFOC.

Au fil du temps le béton des façades s'effrite, menaçant la construction, la mairie a mis quelques rustines, mais inefficaces ! Et il était question de la démolir ! Et ce fut encore des années de luttes pour imposer la rénovation.

Un comité de soutien et de défense de la Bourse est créé composé de camarades CGT, de personnalité de la société civile (architectes, avocats, commerçants et habitants du quartier...) ainsi que des amoureux du patrimoine.

Juppé le maire de l'époque est obligé de céder, on gagne la rénovation.

Dans la période 2002 à 2013, la démolition et reconstruction du 4^{ème} étage sont effectués, le 3^{ème} étage est rénové, les façades restaurées. Durant ces travaux, l'Union Départementale, le Comité Régional et le syndicat de la Métallurgie partent normalement pour deux ans à Caudéran le temps des travaux. La plupart des professions sont restées à la Bourse du Travail.

En réalité notre accueil provisoire à Caudéran a duré 7 ans dans des conditions plus que précaires. Retour en 2009.

Cette période correspond à la condamnation de Juppé exilé au Canada (2004) et remplacé par Hugues Martin qui s'est complètement désintéressé de la Bourse du Travail.

Puis Juppé revient à Bordeaux. L'UD CGT se rappelle fermement à son bon souvenir et à ses engagements, les travaux redémarrent enfin et en même temps se négocie la convention d'utilisation et d'affectation de la Bourse du Travail.

La Convention est signée en novembre 2013 après de longues négociations.

À savoir que la proposition d'origine de la mairie était bien en deçà de ce que l'UD a réussi à gagner : c'est une victoire arrachée de longues luttes et qui ne doit pas être remise en cause.

Il y a deux aspects importants dans cette convention :

- la partie nommée « maison des syndicats » qui est à l'utilisation exclusive de la CGT
- la partie « maison des congrès » : la salle Ambroise Croizat, l'atrium, la bibliothèque qui sont à partager avec la mairie, à des fins culturelles exclusivement.

Les travaux des façades, de l'atrium ont continué, la façade de la cour intérieure s'est finie aux alentours de fin 2019.

Cette rénovation s'inscrit dans une volonté commune de la CGT et de la Mairie de Bordeaux d'ouvrir ce lieu à un large public pour des activités socioculturelles mais aussi pour redonner la place à la création et au spectacle vivant, théâtre, musique, poésie, etc.

À partir de 2010 tous les espoirs étaient permis la Bourse du Travail renaissait !

Ouverture pour les journées du patrimoine, en 2014 la soirée patrimoniale s'ouvre à la Bourse du Travail en présence de Juppé et des camarades de la CGT venus en nombre.

À la suite du discours d'ouverture de l'UD CGT Juppé accepte devant le public, les propositions de l'UD en vue de rénover le reste de la Bourse.

La Bourse du Travail :

L'histoire des luttes ouvrières à jamais inscrite dans la mémoire collective.

De nouveaux spectacles ont lieu, les Congrès de professions, les comités généraux, les 120 ans de la CGT, des journées d'études sur les services publics, sur l'avenir industriel.

Et bien d'autres initiatives seront organisées tant par la Région CGT que des professions comme notamment les cheminots.

De beaux projets et des engagements qui hélas ne seront pas tenus !

Changement de majorité municipale et voilà de nouvelles dégradations par manque d'entretien et l'arrêt des travaux de réhabilitation !

L'entretien du bâtiment se résume au strict minimum, si bien qu'à l'automne 2023 les tuyaux d'évacuations des eaux pluviales explosent provoquant l'effondrement d'une partie du Hall de la Bourse et celui de la salle Ambroise Croizat.

Lors de notre dernier congrès en 2023, le collectif Bourse (réunissant d'anciens Secrétaires Généraux de l'UD) est constitué et le dossier Bourse du Travail lui est confié.

Ils se sont mis au travail sitôt le congrès terminé pour mettre en œuvre la feuille de route décidée au congrès.

Réactiver l'ensemble des acteurs responsables des travaux d'entretien et de réhabilitation du bâtiment ainsi que le suivi du renouvellement de la convention d'affectation de la Bourse.

Les actions menées ces derniers mois, notamment communiqué, conférence de presse et la pétition signée par une grande partie des syndicats CGT et d'un grand nombre de personnes du monde de l'art, de la culture ont eu un large écho.

Il est clair que ces actions ont contribué à l'annonce de la Mairie d'engager des travaux.

Ce qui a été fait aujourd'hui : l'ensemble du circuit d'évacuation des eaux a été refait, le parapluie au-dessus de l'Atrium a été posé.

Sont prévus le désamiantage de la salle A. Croizat et la réfection du Hall avec un début de travaux en novembre 2025, et la signature de la convention d'utilisation de la Bourse en novembre 2024

Ces premiers résultats n'auraient pas été aussi rapides sans la mobilisation de toutes et tous, les syndicats, les amoureux de l'art et de la culture, les artistes mais aussi Jean, Christian, Christiane, Alain, Jean-Bernard, Corinne, et Jérémy.

C'est donc l'occasion de vous remercier toutes et tous d'œuvrer pour protéger ce joyau.

Toutefois, la vigilance est de mise pour la bonne exécution des travaux et dans les délais annoncés. Nous poursuivrons le combat pour conserver et valoriser ce lieu si précieux au service des travailleuses et des travailleurs.

Ne pas baisser les bras est essentiel, nous sommes à nouveau confrontés depuis quelques mois à devoir mobiliser nos forces contre l'administration des impôts qui veut nous imposer, c'est bien le mot, une Taxe d'habitation !

Notre Bourse fait partie de notre héritage historique et son utilité est plus que jamais d'actualité. C'est le lieu où s'organise la vie de notre organisation, où les différentes professions se rencontrent et travaillent ensemble.

C'est également un lieu de vie pour ceux qui n'ont pas ou plus de travail et ceux qui ont fait valoir leurs droits à la retraite. C'est aussi la première porte que poussent les travailleuses et les travailleurs en difficulté quand ils n'ont pas de syndicats CGT dans leurs boîtes. Cette réalité se mesure avec l'accueil DLAJ qui ne désemplit pas.

Au cœur de ce bâtiment ouvert au public, aux étudiants, aux historiens est gravé une histoire singulière. Ce patrimoine appartient à ceux qui l'ont écrit grâce à leurs luttes, leur espoir d'un monde nouveau, libre et démocratique.

Le salariat subit de profondes transformations, nous peinons à adapter notre organisation face à ce patronat qui précarise, individualise, isole les salariés, bien aidé par un Gouvernement qui s'attaque frontalement à l'essence même du syndicalisme de lutte !

Faire que chaque travailleuse et travailleur, chaque privé d'emploi, chaque retraité, connaisse et associe la Bourse du Travail à la CGT à l'endroit où il pourra s'organiser, partager, s'émanciper, est un atout supplémentaire pour mener les luttes indispensables face à ce capitalisme qui n'a que faire de l'humain !

Vous l'aurez bien compris ce bâtiment n'est pas un acquis mais un conquis !

Force est de constater que comme toutes les conquêtes sociales, toutes les générations devront se battre, se mobiliser, pour que ce beau bâtiment chargé d'histoire sociale reste notre bien commun.

Et les anciens Secrétaires Généraux qui sont présents aujourd'hui peuvent en témoigner, ils ont œuvré dans ce sens.

Nous pouvons une nouvelle fois remercier le collectif au nom de l'ensemble des syndicats de la Gironde, et de la Commission Exécutive car sans notre mobilisation nous n'aurions sûrement pas avancé aussi vite.

Décision des syndicats

Continuer à renforcer la bataille de rénovation de la Bourse du Travail, pour le maintien de la CGT dans ses locaux historiques, et de favoriser l'installation de syndicats CGT dans ce lieu emblématique.

Rapport commission des candidatures

Composition de la commission :

Stéphanie BIROT, Eddy PAUL, Karima AMARA, Véronique LELIBON.

CEUD :

12 candidatures proposées par les syndicats pour la CEUD: (2 arrivées après délais que la commission a décidé de ne pas retenir.)

6 Femmes

- Zahira Émilie MARIE - Conseil Départemental - Services Publics
- Marie Paule MOYA- Conseil Départemental - Services Publics
- Marguerite PANIZZOLI- CHU St André - Santé Action Sociale
- Sylviane KRUST- USR
- Sophie TARDIEUX - Bordeaux Gare - Cheminots
- Vanessa DUFOSSE- Bordeaux Gare - Cheminots

6 Hommes

- Sylvain BOUILLEAU- CHU Pellegrin- Santé Action Sociale
- Richard GOMEZ- Onet Logistique - Transports
- Nicolas POTIEZ- Orange - FAPT
- Pierre HENRION- Commerce 33- Commerce & Services
- Christophe BERNARD- Eurovia - FNSCBA
- Denis BOUTINEAUD- Vinci - FNSCBA

Les mandats à pourvoir

- 4 Femmes
- 2 Hommes

La commission fait la proposition de la liste des candidatures à retenir :

Concernant les femmes

- Marie-Paule MOYA
- Marguerite PANIZZOLI
- Sylviane KRUST
- Vanessa DUFOSSE

Concernant les hommes

- Richard GOMEZ
- Christophe BERNARD

Vote :

- Pour : 27
- Contre : 1
- Abstention : 6

CFC :

2 candidatures proposées par les syndicats pour la CFC:

1 Femme

- Claude GAUZARGUES - Fondation Roux - Santé Action Sociale

1 Homme

- Fabrice OLSAK - Éduc action - Ferc - Retraité

Les mandats à pourvoir

- 1 Femme
- 1 Homme

La commission a repris les critères définis lors de notre dernier congrès pour formuler la proposition qui vous est faite.

Parmi les critères :

- Diversité professionnelle et territoriale de représentation : Public/Privé, catégories professionnelles, taille de l'entreprise
- Moyens (droits syndicaux) mis à dispositions pour exercer le mandat

La commission fait la proposition de la liste des candidatures à retenir :

Concernant les femmes

- Claude GAUZARGUES

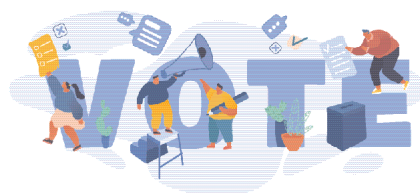
Concernant les hommes

- Pierre HENRION.

La commission n'a pas retenu la candidature de Fabrice retraité, la CFC ayant 2 membres retraités, la commission a fait le choix de retenir un actif sur la liste des candidats non retenu pour la CEUD.

Vote :

- Pour : 30
- Contre : 0
- Abstention : 5



Décision des syndicats

Nouveaux membres de la CEUD suite à des démissions et un décès :

- Richard GOMEZ
- Marie-Paule MOYA
- Marguerite PANNIZZOLI
- Christophe BERNARD
- Vanessa DUFOSSÉ
- Sylvianne KRUST

Et renforcer la CFC avec 2 nouveaux membres :

- Pierre HENRION
- Claude GAUZARGUES